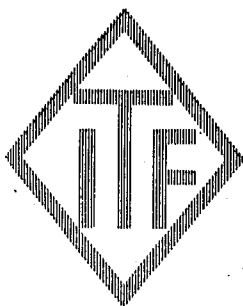




FASCISME

N° 24.



Paraît bimensuellement en français, allemand, anglais suédois et espagnol. Les abonnements de 2 fl. par an peuvent être souscrits auprès des secrétariats des organisations affiliées à l'ITF. ou directement au secrétariat international: 61, Vondelstraat, Amsterdam. W.

RAPPORTS ET DOCUMENTS RELATIFS A LA SITUATION DE LA CLASSE OUVRIERE SOUS LA DOMINATION FASCISTE .

Amsterdam, le 14 décembre 1935

Les S.S. ont le droit de tirer. (I.T.F.) Himmler le chef national des S.S., qui est aussi le chef de la Gestapo allemande, a déclaré le 15 novembre en parlant à Goslar: "Un ordre du 9 novembre 1935 a été émis que chaque homme des S.S. a le droit de défendre son honneur par les armes". Ceci veut dire en d'autres mots que les 200.000 membres des S.S. (Schutzstaffel), organisation auxiliaire de la police secrète de l'Etat, a le droit d'assommer ses adversaires politiques avec son revolver de service. (Le discours de Himmler a été publié par "Das schwarze Korps" organe de la direction centrale des S.S. du 21 novembre.)

x chacun

Des sacrifices inouïs. Le Troisième Reich a la fin de l'année. (ITF) La Bataille du Travail nazie est sur le point de s'effondrer. Même les travaux de secours payés à des salaires de famine ne peuvent plus être exécutés sur l'échelle pratiquée jusqu'ici. L'Institut pour l'Etude des conjonctures constatait (dans son bulletin trimestriel du 1er novembre, page 120): "Pris dans l'ensemble, la production et le débit des articles de consommation sont actuellement encore (!) un peu plus bas qu'il y a un an". L'industrie du textile de son côté se plaignait du "resserrement de débouchés qui se fait sentir depuis des mois" (Bulletin de novembre des Chambres de commerce); l'industrie de la chaussure aussi se plaint de "débouchés insuffisants depuis environ 12 mois déjà" (Frankfurter Zeitung du 7 décembre). L'industrie de l'armement qui jusqu'ici fonctionnait à plein rendement appréhende que les ordres se raréfient car les caisses de l'Etat sont vides. L'industriel Peter Klöckner a ouvertement mis en garde (le 2 novembre) contre "les mauvais temps à venir". Il est hors de doute que dans un temps plus ou moins rapproché une modification interviendra. La Reichsbahn a déjà diminué les commandes courantes... les grandes constructions touchent à la fin et il est hypothétique si de nouvelles grandes constructions seront entreprises au printemps prochain. On peut donc dire que le baromètre de l'occupation intérieure marque "incertain" pour peu dire." (Berliner Börsenzeitung N° du 3 novembre)

Il était logique que dans ces circonstances on ait attendu avec intérêt le Congrès du Front allemand du Travail convoqué à Leipzig pour le 2 décembre à l'occasion duquel le "mot d'ordre pour 1936" serait lancé. Le Dr. Ley devait faire un discours au moins une fois par jour et le ministre de l'Economie nationale, le Dr. Schacht devait aussi y prendre la parole. Le Dr. Ley reprendrait-il son appel du 1er mai 1935 : "En avant pour l'augmentation des salaires"? Proclamerait-il une continuation de la Bataille du Travail? Le Dr. Schacht communiquerait-il finalement la majoration des salaires promise depuis si longtemps?

Le Dr. Ley a effectivement tenu tous les jours un discours au moins. Il a déclaré que le Front du Travail n'avait pas pour tâche la sauvegarde de certains intérêts, qu'il n'était pas non plus une institution d'assurances, mais simplement "le terrain d'exercice po-

l'idéologie nationale-socialiste" et que l'Association "Kraft durch Freude" était le règlement selon lequel l'exercice devait se faire. La cotisation ne devait pas être considérée comme une prime d'assurance au moyen de laquelle on acquerrait une rente mais il s'agissait là d'une cotisation philosophique "permettant de trouver des trésors. L'employeur devait laisser faire les chefs du Front du Travail. Il n'existait pas de meilleur directeur de conscience qu'un national-socialiste. Toutefois, le Dr. Ley n'effleura pas les questions d'intérêt primordial.

Le ministre de l'Economie nationale, le Dr. Schacht s'exprima de manière non équivoque; il exposa pourquoi on exigeait des ouvriers une obéissance aveugle. "Le national-socialisme" ainsi l'orateur, "ne saurait perdre de vue le fait que nous avons à faire des sacrifices inouïs". Il réclama de ceux que le Dr. Ley avait encouragés à une obéissance aveugle, d'"observer la discipline".

Le Dr. Ley est inquieté par l'agitation qui règne parmi les travailleurs; Hitler conjure le peuple de lui croire, le Dr. Schacht n'a pas besoin lui, de tenir compte des nécessités de la propagande hitlérienne car le gros capital est à ses côtés. " Nous sommes entièrement et sans réserves avec le ministre de l'Economie nationale dont nous suivons les directives" - assurait l'industriel Klöckner. "Je suis confiant que le ministre de l'Economie nationale et président de la Reichsbank aura raison à l'avenir comme jusqu'à présent dans ses efforts clairvoyants et que les forces lui suffiront pour imposer ses désirs sur tous les terrains." (Berliner Börsenzeitung N°517). Le Congrès de Leipzig dont nous venons de parler a démontré clairement que le Dr. Schacht a imposé sa volonté dans le sens désiré par les industriels. Il a annoncé que la dictature du gros capital réclamerait des travailleurs dans l'année à venir de nouveaux sacrifices inouïs. Le Front du Travail ne se risque à aucune résistance; il se borne à déclarer que l'année prochaine aussi il ne s'assignera pas la tâche de sauvegarder les intérêts des travailleurs.

La peur de la vérité. (I.T.F.) Les postes italiens radiodiffusent tous les jours des discours de propagande dans toutes les langues imaginables. Les ouvriers et paysans italiens cependant doivent être dans l'impossibilité d'apprendre par T.S.F. que les sanctions cesseront immédiatement de jouer aussitôt que les fascistes auront mis fin à leur campagne contre l'Abyssinie; ces paysans doivent croire à une conspiration contre le fascisme innocent. Au début d'octobre, le ministère de la Propagande italien a lancé une circulaire à tous les propriétaires d'appareils de T.S.F. leur interdisant d'écouter les programmes et les nouvelles de l'étranger. * ouvriers et

La propagande illégale semble encore plus dangereuse. De tous les coins d'Italie on annonce des arrestations et lorsque récemment le groupement anti-fasciste clandestin "Giustizia e Libertà" a lancé en Lombardie un millier de ballons d'enfants répandant des feuillets anti-fascistes jusque loin dans le pays, les autorités ont eu recours à des militaires pour faire la chasse aux balons.

Les libérateurs d'esclaves. (I.T.F.) Dans ce qui s'appelle le Parlement italien, Mussolini a fait le 7 décembre un discours dans lequel il accuse la Société des Nations d'avoir décrété des sanctions contre l'Italie fasciste " qui est uniquement coupable d'avoir libéré des esclaves". Or, les fascistes pourraient fort bien libérer des esclaves sans avoir recours à des bombes incendiaires et à des chars de combat. Dans les colonies italiennes en Afrique il y a encore de l'esclavage: "Les Italiens n'ont pas jusqu'ici mis fin à l'esclavage en Lybie (leur colonie) et ils n'ont rien fait pour enrayer les

exportations d'esclaves des ports de la côte érythréenne" (le Révérend A.F. Matthew, Addis Abeba, dans le "Manchester Guardian" du 4 décembre).

Dans les ports d'Erythrée. (I.T.F.) Les dockers italiens transférés dans le port érythreen de Massaua doivent y vivre et travailler dans des conditions déplorables. C'est l'Office des Migrations intérieures qui arrête leurs conditions de travail sans consulter le "syndicat" ou observer les stipulations du contrat collectif. "Quant aux conditions de travail--ainsi déclare avec résignation le "Lavoro fascista" (du 28 novembre) --une collaboration plus étroite entre l'Office des Migrations intérieures et les organisations, permettrait sans doute un jour de les rendre plus conformes aux clauses de la Carta del Lavoro et des contrats collectifs". Les autorités italiennes toutefois éliminent jusqu'au syndicat fasciste. Sur les 30.000 ouvriers italiens transportés en Afrique, 10.000 déjà ont--selon le Nuovo Avanti"--refusé de renouveler leur engagement en Afrique orientale après l'expiration de leur contrat de travail de 6 mois. Ces ouvriers insistent pour être rapatriés.

Des mesures contraires à la justice sociale. (I.T.F.) Dans leur message épiscopal à l'occasion de Noël 1934, les évêques autrichiens écrivaient: " On se plaint particulièrement de ce que des employeurs usent du régime corporatif qui doit être créé comme d'un moyen pour priver à nouveau les travailleurs de plusieurs droits sociaux stipulés à l'heure qu'il est par la loi". Dans leur message pour Noël 1935, les évêques se voient obligés de constater que depuis l'année dernière les choses n'ont pas beaucoup changé: " Les plaintes du monde ouvrier ne se sont pas tues depuis lors...C'est avec beaucoup d'inquiétude que les évêques autrichiens ont suivi le mouvement des salaires, qui accuse plutôt une baisse qu'une hausse des taux". Ils se consolent en observant que les réductions de salaires dans l'Etat corporatif chrétien restent sensiblement au-dessous de celles que l'on constate dans de nombreux autres pays. C'est là une bien maigre consolation car les réductions continuent. Les évêques constatent il est vrai qu'"il y a des employeurs qui font preuve de sentiments sociaux, mais qu'hélas il y a toujours à nouveau des cas où les employeurs, soit en se réclamant de prétendues difficultés économiques, soit aussi cependant en abusant ouvertement de leur pouvoir, réussissent à imposer des réductions". Les ouvriers qui insistent pour le respect des dispositions contractuelles "s'exposent au danger de perdre leur emploi".

Les ouvriers autrichiens ne sont pas dupes. (I.T.F.) Les ouvriers autrichiens ne se laissent pas induire en erreur par les manoeuvres du gouvernement. Le personnel des grandes entreprises formule ses revendications qu'il soumet à la dictature chrétienne. Dans une réunion du personnel des grandes entreprises viennoises Siemens et Schuckert, les ouvriers ont adopté à l'unanimité les revendications que voici: amnistie générale pour tous les les condamnés des événements de février, élections libres des hommes de confiance dans les entreprises, autonomie des caisses ouvrières d'assurance - maladie, élections libres au sein de toutes les organisations ouvrières par le congrès général, suppression des rigueurs injustes des assurances sociales, rétribution des jours fériés. Ces revendications devaient être transmises au gouvernement. Ni la présence de représentants de la direction et du Front patriotique, ni l'intervention du sous-secrétaire d'Etat Znidaric n'a pu amener les ouvriers à atténuer leurs demandes.

Les syndicats libres de Dantzig ont été dissous... parce qu'ils réclament des indemnités de vie chère. (I.T.F.) Le Sénat de l'Etat libre de Dantzig a décidé, en violation de la Constitution garantie par la Société des Nations, de dissoudre la Fédération générale du Travail ainsi que le Syndicat libre des cheminots et dockers adhérent à l'ITF. Le Sénat a allégué comme prétexte pour justifier sa décision, un article paru dans "Die Arbeit", l'organe de la Fédération générale du Travail. Le 8 novembre déjà, le numéro en question dudit organe avait été confisqué, contrairement aux lois; le 21 novembre, le tribunal de Dantzig décida d'annuler la mesure de confiscation. Ceci n'empêcha point toutefois le Sénat nazi d'alléguer un article du numéro en question pour motiver la dissolution de la Fédération générale du Travail, mais aussi de l'organisation du personnel des chemins de fer et du port de Dantzig * non seulement

qui a son propre organe "Das Signal". Le Sénat n'y regarda pas de si près. Il lui fallait un prétexte, car le véritable motif de la dissolution n'est pas un article quelconque mais la lutte énergique menée par les syndicats libres pour obtenir une majoration des salaires et pour protester contre le transfert de chômeurs dantziqois qu'on fait travailler dans le Troisième Reich,

Le 2 mai 1935, le Sénat de l'Etat libre de Dantzig a dévalué le gulden dantziqois de 43%; certaines personnalités de premier plan du Sénat et du parti nazi ont empêché des bénéfiques personnels à la suite de cette dévaluation. On a interdit aux employeurs, malgré le renchérissement de la vie de 50% environ, de payer à leurs ouvriers et employés des indemnités de vie chère. La direction des chemins de fer polonais à Dantzig et la Commission d'administration du port, ont repoussé la demande formulée par le syndicat des cheminots et dockers pour obtenir une indemnité de vie chère, en alléguant qu'il ne leur était pas possible de prendre des décisions contraires aux ordonnances du gouvernement de Dantzig. Dans un grand nombre d'entreprises privées qui avaient accordé l'indemnité de vie chère, on procéda à l'interdiction pure et simple de pareille indemnité. Les syndicats libres continuèrent néanmoins la lutte, faisant appel aux salariés pour s'employer en faveur d'une augmentation.

Plus désagréable encore que l'action pour l'augmentation des salaires était pour le Sénat dantziqois l'activité des syndicats tendant à protester contre l'envoi de chômeurs dantziqois dans le Troisième Reich. Le Sénat a privé tous les ouvriers du bâtiment du droit à l'allocation de chômage et il a offert aux chômeurs du travail en Allemagne. On négligea cependant de communiquer aux intéressés à quelles conditions et moyennant quels salaires, ils auraient à travailler. Celui qui n'acceptait pas sans restrictions ne pouvait compter sur rien d'autre. C'est ainsi que 6.000 Dantziqois ont été envoyés en Allemagne, la plupart du temps pour travailler aux autoroutes où les salaires sont si effroyablement bas. Un grand nombre d'entre eux sont rentrés à Dantzig dès qu'ils en voyaient une possibilité; un grand nombre d'autres peuplent les prisons du Troisième Reich pour avoir agi d'une manière quelconque en violation des lois nazies. Les syndicats libres ont envoyé des avertissements aux travailleurs; ils les ont renseignés sur les salaires de famine et les conditions de travail misérables qui les attendaient et attiré leur attention sur la terreur exercée par la Gestapo. Le Sénat a écroué pour commencer le président de la Fédération du travail pendant 19 jours; les S.A. de leur côté maltraitaient d'autres permanents. Ces sévices n'ayant pas intimidé le syndicat, celui-ci a tout simplement été dissous.

La bulle de savon éclate. (I.T.F.) Il serait difficile d'indiquer le nombre de ceux qui adhèreraient au Front allemand du Travail, si celui-ci ne pouvait pas disposer pour ses recrutements de l'appareil de terreur de l'Etat. Un certain point d'appui nous est cependant offert par le mouvement des effectifs du Front allemand du Travail dans l'Etat de Dantzig, où existe une certaine liberté syndicale. Les chefs de ce Front du Travail affirment, selon qu'ils sont plus ou moins enclins à exagérer, que les effectifs de leur organisation s'élèvent à 60.000, 80.000, voire 100.000 membres. Dans le rapport préparé récemment par un professeur nazi quelconque pour défendre le vol commis par le Front du Travail contre la fortune des organisations syndicales dantziqoises, un chiffre de 80.000 membres est indiqué. Ce sont là des renseignements destinés à la propagande et qu'il n'est pas possible de vérifier. Il se peut que le Front dantziqois du Travail ait enregistré 80.000 membres mais pour arriver à ce chiffre, il lui faut certainement tenir compte de tous ceux qui ont, à une occasion quelconque, été invités à s'inscrire, mais n'ont jamais payé de cotisations, ainsi que de tous ceux qui, après une courte adhésion se sont retirés. En évaluant à un tiers le nombre des membres cotisants, on est certainement plutôt au-dessus qu'au-dessous de la réalité. Dans l'organisation des ouvrières même, plus de 60% des membres ne versent pas de cotisations, encore les femmes cèdent-elles peut-être plus facilement à la pression du Front du Travail. On peut donc affirmer que le Front du Travail dantziqois compte environ 25.000 membres cotisants, y compris les employeurs et probablement les fonctionnaires.

Encore ces 25 000 ne payent-ils pas tous de leur plein gré. Pour 10.000 employés et ouvriers municipaux un refus de payer équivaudrait à un congédiement immédiat. Pour 20.000 ouvriers agricoles l'adhésion obligatoire fut en vigueur pendant un an jusqu'à l'intervention du Tribunal. Une partie importante d'entre les ouvriers

de la terre est cependant toujours contrainte à l'heure qu'il est de payer des cotisations au Front du Travail. Les salariés d'entreprises qui se font inscrire pour l'adjudication de travaux publics sont obligés par l'employeur de faire partie du Front du travail et pour les gens de maison une pareille pression existe. Les sans-travail savent que les bureaux de placement donnent une préférence systématique aux membres des groupements nazistes et du Front du Travail. Ces méthodes permettent au Front du Travail de disposer d'un noyau de membres. Seulement le mot d'ordre, lancé par les syndicats libres, de faire la grève des cotisations trouve un large écho auprès de ceux qui ont été amenés par la force à adhérer.

En 1933, le Front du Travail a été pompeusement installé à Dantzig où deux vastes immeubles ont été occupés par lui dès le début. Or, il a dû renoncer à ses deux immeubles et déménager modestement dans la maison du Front des employés. Pour le 1er janvier 35 personnes de son personnel ont dû être congédiées. On raconte même à Dantzig que la direction sera transférée à Königsberg où elle sera combinée à celle de la direction régionale de Prusse orientale.

La bulle de savon a éclaté. La terreur a manqué son but. Les syndicats libres et autres syndicats anti-national-socialistes ont de nouveau à Dantzig 11 000 membres cotisants. Afin d'enrayer les progrès ultérieurs, le Sénat a dissous les syndicats libres sans se soucier de la constitution qu'il a juré de respecter.

Faudra-t-il attendre 3 ou 4 ans? (I.T.F.) Malgré toutes les promesses la disette de vivres n'a pas été surmontée dans le Troisième Reich. L'adjoint du ministre de l'Alimentation a toutefois déjà fait (le 5 décembre) la communication consolante que l'on pouvait "espérer dans 3 ou 4 ans un meilleur approvisionnement de graisses". Le temps qui s'écoulera d'ici là ne sera pas précisément agréable. Suivant un calcul de la Banque de commerce suédoise la consommation moyenne de beurre s'élevait en Allemagne l'année de crise 1932 à 7,4 kilos par tête d'habitant, mais n'était plus que de 6,9 kilos en 1934. Pour la margarine, la consommation moyenne par tête d'habitant avait baissé de 7,8 kilos en 1932 à 5,6 kilos en 1934. En 1935 la consommation de beurre et de graisse a reculé encore.

Camps de centralisation pour jeunes ouvrières. (I.T.F.) Les Nazis ont décrété, afin d'humilier les Juifs, que les servantes "aryennes" qui n'ont pas atteint l'âge de 35 ans devront à partir du 1er janvier 1936 quitter leur place dans des familles comptant au moins un homme de plus de 16 ans . . . juif pur, trois quarts ou de moitié. A l'avenir des servantes aryennes de moins de 45 ans n'auront pas le droit d'accepter une place dans une pareille famille. Le résultat de cette mesure est qu'au premier janvier quelques dizaines de mille domestiques devront quitter leur place. Les Nazis ont privé (le 21 mars 1933) le personnel de maison du droit à l'assurance-chômage et une grande partie des jeunes filles perdant leur place seront donc précipitées dans la misère. Les ménagères en profitent pour chercher à réprimer le niveau des salaires payés à leur personnel. Il a été constaté dans une réunion du Front allemand du Travail que "un nombre de maîtresses de maison abusent de la situation découlant de la loi pour chercher à obtenir des avantages matériels. Il est tout à fait logique que quelques (!) domestiques féminins seront passagèrement sans travail. Des maîtresses de maison allemandes ont profité de ce fait pour réduire les salaires des personnes à leur service." (suivant une note du Service d'information du Front allemand du Travail parue dans le "Angriff" N° 282.) C'est ainsi que les congédiements de domestiques dans les ménages juifs imposés par les Nazis ont une répercussion défavorable sur le niveau de rétribution de tout le personnel. Les jeunes employées jusqu'à présent dans des familles juives sont cependant frappées de manière particulièrement dure. Beaucoup de bureaux de placement renvoient à la campagne les bonnes qui sont venues de leur village pour se placer en ville dans une famille juive. Suivant les dispositions sur l'emploi de main-d'œuvre ces jeunes filles ne pourront dorénavant plus accepter d'autre travail que du travail agricole et elles sont ainsi privées de revenus jusqu'au printemps. Les domestiques originaires de la ville seront, suivant la proposition nazie, envoyées dans des "camps de centralisation" spéciaux où elles seront l'objet d'une éducation conséquente inspirée des théories nazies racistes et autres.

Le prochain numéro de "FASCISME" sera daté du 11 janvier 1936.

Un beau succès. (I.T.F.) L'organisation syndicale clandestine des cheminots autrichiens a pu enregistrer un beau succès. Ses hommes de confiance avaient, en s'exposant à la perte de leur place et de leur liberté, fait le nécessaire pour renseigner le personnel des chemins de fer sur les avilissements qui le menaçaient par le nouveau projet d'échelle des traitements et ils avaient invité les cheminots à commencer la résistance passive si la direction générale des chemins de fer fédéraux allait jusqu'à proclamer le décret projeté. L'action ferme et unie des syndicalistes oeuvrant de manière illégale a contraint la direction générale à renoncer provisoirement à ses projets. Dans une déclaration officielle le projet d'échelle des traitements est soudainement présenté comme une "étude personnelle d'un des fonctionnaires" et il est annoncé que l'administration n'était pas en faveur de la portée de ladite étude. Les cheminots autrichiens continueront à être vigilants, d'autant plus que la direction générale, tout en cherchant à apaiser ses salariés, reconnaît qu'une nouvelle échelle de traitements est en préparation.

Deux poids et deux mesures. (I.T.F.) Les marins, cheminots, conducteurs d'automobile et bateliers allemands qui doivent régulièrement se rendre à l'étranger dans l'exercice de leur profession, s'arrêtent toujours d'un air émerveillé devant les étalages où ils voient exposé du beurre, de la viande ou des saucissons. Chez eux, dans le Troisième Reich, leurs femmes doivent longuement faire la queue pour avoir 60 gr. de beurre; la viande et les saucissons d'une qualité quelque peu convenable ne peuvent être obtenus qu'en quantité minime, à moins de payer des prix de fantaisie. Seulement les ouvriers des transports allemands n'ont pas les moyens de faire des achats à l'étranger, car ils touchent leurs salaires en marks. Ils peuvent naturellement tâcher de changer leurs marks, mais à l'étranger on ne leur paye pour un mark que la contre-valeur d'environ 68 pfennigs.

Cette dévaluation du mark allemand frappe spécialement les bateliers allemands qui doivent se nourrir eux-mêmes. Les matelots sur les bateaux rhénans par exemple reçoivent par semaine un salaire brut de 30 marks et leur salaire net varie autour de 25 marks selon le nombre de personnes qu'ils ont à entretenir. Pour se nourrir, ces hommes ont besoin d'au moins 7 marks par semaine. Ce chiffre n'est cependant applicable qu'aussi longtemps que le bateau est en Allemagne. A la frontière hollandaise les équipages doivent acquérir des florins pour lesquels ils doivent payer en dépit du change officiel, 2,50 Mk. au lieu de 1,70 Mk. On comprend que dans ces circonstances il ne reste presque rien du salaire pour la famille des matelots mariés et de plus en plus les familles des matelots, même complètement occupés, en sont réduites à avoir recours à l'assistance publique.

Lorsque toutefois les gros bonnets nationaux socialistes se rendent à l'étranger, ils ne se ressentent point de ces conséquences de la pénurie de devises étrangères. Monsieur Schacht avec sa famille peut aller faire un séjour d'agrément en Suisse et y rencontrer toute une série des chefs régionaux allemands. Et lorsque Monsieur Göring alla faire avec toute une suite son luxueux voyage de noces en Hongrie et dans les Balkans sa provision de devises suffisait encore pour lui permettre d'acheter à Budapest à sa femme --suivant un entre-filet d'"Pester Lloyd" du 28 mai 1935-- "plusieurs" merveilleux renards argentés."

Des retenues et encore des retenues. (I.T.F.) Les ouvriers allemands se révoltent contre la charge intolérable que représentent les versements "facultatifs". Le ministre de l'Intérieur a donc ordonné que pendant les mois du Secours d'hiver, on ne réclamerait qu'un mark 50 par mois des ouvriers contraints à s'affilier à l'Organisation nationale socialiste de bienfaisance. La direction générale de la Reichsbahn toutefois a fait savoir au personnel qu'elle s'attend à ce que les cheminots n'usent pas de la facilité qui leur est offerte et continuent à payer comme avant. Celui qui oserait néanmoins réduire sa cotisation risque d'être traité comme "ennemi de l'Etat".

Dans l'Autriche chrétienne on ne se borne pas à effectuer des retenues sur les salaires des cheminots en service actif; la direction des chemins de fer fédéraux a aussi fait appel aux retraités pour qu'ils participent à l'oeuvre du Secours d'hiver. Sachant que les pensions sont fort basses, la Direction a fait savoir que "la liste des donateurs serait présentée au secrétaire général". Ainsi, celui qui ne paye pas doit craindre des difficultés. --C'est ainsi que les dictateurs fascistes économisent sur les secours aux chômeurs de jolies sommes qui peuvent servir à armer la police et à acquérir des avions.